

ROP 048-11

## Sommaire

---

# Recherche 2012 sur les événements d'actualité

Présenté au Secrétariat des communications et  
des consultations du Bureau du Conseil privé

kmoorcroft@pco-bcp.gc.ca

Mars 2012

Numéro de contrat : 35035-115118-001-CY  
Date d'octroi du contrat : le 12 décembre 2011

This report is also available in English upon request.

Préparé par : Harris/Décima

## **Confidentialité**

Toute information ou tout matériel fourni par le Bureau du Conseil privé, de même que toutes les données recueillies par Harris/Décima, seront traités en toute confidentialité par Harris/Décima et seront placés dans un endroit sécuritaire lorsqu'en possession de Harris/Décima (selon les normes de l'industrie et les lois applicables.)

---

## Sommaire

Du 9 au 16 janvier 2012, Harris/Décima a mené 12 groupes de discussion auprès des Canadiens à Vancouver, Winnipeg, Mississauga, London, Montréal et Truro (à raison de deux groupes par ville). Les groupes, composés de personnes du grand public, étaient segmentés en fonction du revenu du ménage : dans chaque ville, un groupe réunissait des participants dont le revenu du ménage était bas ou moyen et l'autre, des participants dont le revenu du ménage était élevé — les seuils étaient différents si le ménage comptait un seul adulte ou s'il en comptait plusieurs.

Les groupes ont permis d'explorer divers sujets, dont les soins de santé, l'éducation, la criminalité, la diversification du commerce et de l'économie, l'énergie, le déficit ainsi que le sentiment général envers l'économie, tant en regard du présent que de l'avenir.

Les discussions initiales ont porté sur les priorités que les Canadiens jugent les plus importantes pour le gouvernement. Dans les groupes, les grandes priorités que les participants nomment le plus souvent sont l'économie, le chômage, les soins de santé, la diversification du commerce et l'éducation. Ils mentionnent également l'environnement, les taxes et les impôts de même que le vieillissement de la population, mais un peu moins souvent.

### Économie

L'humeur économique générale varie selon la région du pays. Dans l'Ouest, les participants font preuve d'un optimisme prudent, forts de leur croyance selon laquelle les conditions sont généralement plus prometteuses au Canada que dans bien d'autres pays sur la planète. Au centre du Canada, une plus grande inquiétude est manifeste. Les participants ont l'impression que le pays est confronté à plusieurs problématiques internes (du point de vue de l'emploi et du sous-emploi et d'enjeux comme le vieillissement de la population) en plus de problématiques externes qui sont la source d'une anxiété continue par rapport à l'avenir. Dans le Canada rural (Truro), ce sont les considérations locales qui

dominant et, essentiellement, ces conditions locales (du moins celles relatives à l'économie) n'améliorent pas l'humeur générale.

Les participants devaient choisir des mots dans une liste ou trouver eux-mêmes des mots qui décrivent à quoi ressemble leur version idéale de l'économie. Ils ont choisi plusieurs mots, dont « forte » et « en croissance » et, dans une moindre mesure, « durable » et « équilibrée ». Lorsqu'ils sélectionnent ces mots précisément, c'est dans le contexte de voir à ce que les gouvernements et la population du Canada vivent selon leurs moyens tout en parvenant à la stabilité économique et, par-dessus tout, de créer un milieu de l'emploi moins volatil et plus stable, tant du point de vue du nombre que du type d'emplois disponibles.

## **Soins de santé**

Les soins de santé ressortent comme un enjeu clé à divers égards. Lors de la discussion, certains participants font état de problèmes généraux comme le financement. Cependant, la discussion porte plus souvent sur des enjeux bien précis, par exemple le nombre de lits pour les soins de longue durée dans leur collectivité. De façon générale, les participants réclament surtout des soins de santé durables compte tenu du vieillissement de la population, et ils craignent que le système ne parvienne pas à gérer la transition et à atteindre cet objectif.

Dans certains groupes, les participants se souviennent vaguement que le gouvernement a récemment annoncé qu'il modifierait les transferts en santé aux provinces. Quelques-uns se souviennent qu'une annonce a été faite, mais peu d'entre eux en connaissent vraiment les tenants et les aboutissants. Lorsque les détails de l'annonce sont évoqués de façon naturelle durant la discussion, les impressions divergent un peu. Beaucoup de participants sont d'avis que le système doit s'engager dans une voie plus durable et que la mesure prise par le gouvernement constitue un pas vers la durabilité. D'autres participants voient le tout d'une manière plus négative et se disent déçus de l'approche du fédéral étant donné l'importance des soins de santé. De leur point de vue, les changements apportés aux transferts en santé sont un plafonnement ou une compression du financement.

## **Diversification du commerce**

Dans bon nombre de groupes, les participants soulèvent spontanément l'importance de la diversification du commerce pour dynamiser l'avenir économique du Canada. La majorité d'entre eux estiment que le Canada doit s'atteler à la tâche de diversifier son économie afin de s'affranchir de sa très grande dépendance au marché étatsunien.

Les participants semblent remarquer bon nombre des efforts que le gouvernement fédéral déploie pour diversifier le commerce. Dans l'ensemble, ils croient qu'il importe que le gouvernement déploie et continue de déployer ces efforts de diversification du commerce.

La construction des infrastructures nécessaires à l'exportation de produits est un enjeu majeur de la diversification du commerce qui ressort de façon organique durant les groupes. Les récents problèmes sur la question semblent avoir contribué à catapulter la reconnaissance du secteur pétrolier du Canada comme un moteur économique de taille pour le pays, de même que comme un générateur de revenus pour le gouvernement du Canada.

De nombreux participants perçoivent ces projets d'infrastructures comme une occasion de diversifier les marchés pour les ressources naturelles canadiennes, par exemple en Asie, mais aussi comme un projet assorti de risques environnementaux qui doivent être étudiés et évalués. En principe, la construction d'infrastructures sur la côte présente des résultats acceptables pour bon nombre de participants alors qu'il est prudent de diversifier les marchés. D'autres participants sont indifférents quant aux endroits où les ressources sont vendues parce qu'ils les perçoivent comme des marchandises (p. ex. les prix du pétrole sont les mêmes partout) et qu'ils ne sont pas personnellement engagés dans cette cause étant donné qu'ils n'ont pas l'impression qu'ils en profiteront.

## **Criminalité et justice pénale**

Les participants ont été conviés à discuter de quelques enjeux associés à la criminalité et à la justice pénale. Les principaux résultats sont les suivants :

- Partout au pays, beaucoup de participants estiment qu'il y a une recrudescence des crimes comme les introductions par effraction, les dommages à la propriété et les vols ainsi que des crimes de cols blancs, comme la fraude. À peine quelques participants croient que l'incidence de ces crimes diminue.
- Cependant, bon nombre d'entre eux croient également que l'incidence des crimes violents tels que les meurtres et les agressions sexuelles demeure sensiblement au même niveau ou diminue. En général, les gens évoquent des données qu'ils ont lues ou entendues dans les médias pour prouver que c'est vraisemblablement le cas.
- Les participants sont nombreux à croire que le système de justice pénale ne dispose pas de ressources adéquates pour gérer les crimes, en particulier les crimes perpétrés par les jeunes, comme les vols ou les dommages à la propriété, et les crimes de cols blancs.
- La croyance prédominante veut que le système judiciaire croule sous les procès, que les services de police disposent de ressources insuffisantes pour appliquer la loi dans tous les cas, sauf en ce qui concerne les crimes les plus graves, et que ces conditions permettent à un plus grand nombre de personnes de commettre des crimes en toute impunité.
- En dépit du fait que bien des gens souhaitent que plusieurs types de crimes soient punis plus sévèrement, les participants perçoivent que le système carcéral au Canada constitue à la fois un problème et une solution à la criminalité. Bon nombre de participants croient en effet que les prisons sont des écoles où les petits criminels apprennent à devenir plus astucieux et, pour nombre d'entre eux, la prison n'est pas pire que l'endroit où ils vivent lorsqu'ils sont en liberté.

- Pour les participants, des idées telles que la justice réparatrice et l'indemnisation des victimes sont des éléments qu'il serait idéalement important d'intégrer dans une initiative gouvernementale de lutte contre la criminalité.
- Les concepts tels que des programmes communautaires visant à faire en sorte que les jeunes à risque de certaines communautés s'adonnent à d'autres activités sont également perçus comme très bénéfiques.

### **Gestion de l'économie et déficit**

Dans les groupes, les discussions sur les priorités s'orientent souvent naturellement sur les perceptions que les participants entretiennent à l'égard du rôle du gouvernement fédéral dans la gestion de l'économie. À ce chapitre, les principaux résultats sont les suivants :

- Les participants ne souhaitent pas qu'il y ait plus de dépenses pour stimuler l'économie. La plupart d'entre eux sont d'avis que le premier déploiement du plan de relance était une étape ponctuelle nécessaire il y a trois ans, mais dans toutes les villes, pratiquement aucun participant n'est prêt à accepter une augmentation des dépenses et les répercussions sur le déficit qu'occasionnerait une nouvelle phase du plan de relance.
- Ils désirent des incitatifs fiscaux comme le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire ou des crédits semblables qui pourraient non seulement offrir aux consommateurs des incitatifs pour dépenser, mais aussi pour soutenir les petites entreprises.
- Tel qu'il appert dans d'autres sections du rapport, les participants sont en faveur d'une augmentation des efforts pour diversifier le commerce.
- Les participants sont d'accord pour intensifier les efforts en vue de faciliter la formation et l'apprentissage. Cependant, tel que mentionné ci-dessus,

un malaise règne dans certaines régions quant aux véritables possibilités qui existent, même pour ceux qui poursuivent des études postsecondaires (programmes universitaires ou collégiaux). En outre, les participants pensent qu'il y a des faiblesses significatives dans le lien qui existe entre les signaux qu'envoie le marché et l'interprétation qu'en font les établissements d'enseignement et ceux qui désirent poursuivre leurs études – nombreux sont ceux qui craignent que les jeunes s'engagent dans des cheminements de carrière qui peuvent sembler prometteurs et qu'encouragent les établissements d'enseignement, mais qui ne seront peut-être pas fructueux lorsque ces jeunes feront leur entrée sur le marché du travail une fois leur formation terminée.

- Les participants pensent que faire preuve de diligence continue dans la gestion du déficit du Canada est une priorité importante. Par ailleurs, les événements qui se déroulent aux États-Unis et en Europe ont une incidence sur les perceptions, et les participants allèguent qu'il ne faut pas laisser gonfler la taille de l'État, de crainte que des problèmes semblables émergent ici. Les participants disent qu'il est impératif que le Canada s'assure de maintenir ses « frais généraux » à un niveau opportun, de sorte que les livres comptables du gouvernement affichent un bilan durable.

Firme de recherche : Harris/Décima Inc.

Numéro de contrat : 35035-115118-001-CY

Date d'octroi du contrat : le 12 décembre 2011

Valeur du contrat : 127 076,98 \$ (TVH incluse).

*Harris/Décima Inc. certifie que les produits livrables finals sont conformes à l'exigence de neutralité politique décrite à la disposition 6.2.4 de la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique au sein du gouvernement du Canada nouvellement amendée.*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Doug Anderson'.

Doug Anderson, vice-président principal, Harris/Décima